

Grand Débat Réunion du 8 mars 2018

Salle L'Atelier Lesneven

10 tables

90 personnes

Début de la réunion 20h15

Thème 1 : Organisation de l'État et des services publics

2 tables

Trop de strates, trop d'échelons administratifs en France.

Les participants choisissent en premier la Commune, puis l'intercommunalité, la Région et en dernier le Département (condamné à mort via sa suppression proposée) dont les missions diminuent et certaines pourraient être traitées par l'Intercommunalité ou la Région.

Les représentants de l'État : ce sont les énarques que l'on retrouve à tous les postes de direction dans les administrations. Comme à la Présidence de la République. Il faut de la mixité sociale.

Nouvelles missions aux Collectivités Territoriales ? non

Oui Services Publics à la hauteur, qui sont nécessaires sur les territoires.

Attention aux déplacements pour se rendre dans les services publics par rapport au vieillissement de la population qui rencontre des difficultés pour se déplacer.

Démarches administratives sur Internet : oui mais pour ceux qui n'ont pas Internet (ex personnes vieillissantes), accompagnement par un agent public.

Regroupement itinérant sur prise de rendez-vous : oui c'est une bonne chose en maintenant la gratuité des services publics.

Agents polyvalents : bonne chose

Evolution : formalités plus faciles pour les démarches liées aux cartes grises, cartes d'identité et cartes Vitale.

Problème de la comptabilité publique : rapprochement de ce qui se fait au niveau du privé pour une meilleure compréhension de tous.

Droit à l'erreur : non expérimenté à ce jour

Qu'est-ce qu'un fonctionnaire de terrain ?

Ce questionnaire est extrêmement orienté : valorisation du transfert au numérique.

Pas forcément bien que l'élection des élus à la Communauté de Communes ne se fasse pas au suffrage universel direct. Une partie de la population n'a pas accès au numérique. Une partie importante de la population ne peut y accéder : vrai souci.

Transfert des missions ok mais avec les moyens qui suivent pour un accès aux Services Publics de qualité.

Formation numérique oui Prise en charge oui

Aide agent public oui si gratuit ! Pas comme les facteurs qui ont d'autres missions qui sont payantes aujourd'hui

Regrouper les Services Publics oui si le personnel est compétent et polyvalent.

Manque de lisibilité des citoyens par rapport aux compétences des diverses collectivités.

État Jacobin : pas de démocratie participative par rapport à la décentralisation supérieure (régions en comparaison avec celles qui existent à l'image des Landers en Allemagne et des régions fortes en Espagne). Exemple de la Centrale à Gaz de Landivisiau qui va coûter 800 millions d'euros. Les bretons doivent savoir quel est le meilleur système pour éviter le black-out en Bretagne ?

L'organisation territoriale : trop de communes . Pour certaines qui n'ont aucun service public, l'idéal serait de les fusionner.. 150/200 habitants : il faut regrouper jusqu'à une taille acceptable pour mutualiser les moyens et les efforts. Des super égo dans chaque commune, chacun veut sa salle de sports, sa salle de spectacle... Privilégier une salle culturelle intercommunale plutôt que communale.

La Communauté de communes n'est pas inscrite dans la Constitution. Un comble alors qu'elles ont de plus en plus de compétences. Il faut rendre cette strate plus représentative.

Une Maison des Services Publics oui avec un agent pour la Poste, pour le Trésor Public, un agent pour... En clair, il faut une polycompétence et une polyvalence pour les agents pour aider les personnes qui ne sont pas à l'aise avec les démarches. Pourquoi pas des postes (2 ou 3 postes informatiques) accessibles à tous pour effectuer les démarches. OK mais quel transport , quelle accessibilité pour les personnes sans moyens de transport. Des bus itinérants avec les services publics pour aller à la rencontre des personnes âgées par exemple ?

Davantage de démarches sur Internet, impôts, carte grise.. pourquoi l'État ne nous prend pas en charge une partie de notre abonnement internet ?

Internet : zone blanche pour la fibre sur beaucoup de territoires. 500 à 600 personnes concernées dans le Finistère.

Pas de suppression de poste mais une meilleure répartition des agents sur le territoire.

Les Services Publics sont un élément essentiel pour la reconquête de certains territoires. Ils participent à la vie du territoire.

Abandonner les Services Publics, c'est abandonner les territoires. Pourquoi ne pas demander l'avis aux habitants pour savoir quels services publics mettre en place et comment y accéder ?

Le regroupement de communes peut aussi éviter la désertification rurale et le départ de nombreux services publics. Une réflexion sur les services publics doit se faire en amont en tenant compte de la situation économique et sociale. C'est trop dur de demander à un seul agent public de savoir tout maîtriser. Les services publics sont un élément essentiel de politique territoriale, de reconquête territoriale avec un confort de vie. Pourquoi pas un bus itinérant au niveau des services publics qui ferait une tournée dans les communes.

Thème 2 : Fiscalité et dépenses publiques

2 tables

Utilisation des impôts. Meilleure connaissance des montants des impôts, perçus, payés...

Idem pour les taxes en connaissant le détail en pourcentage de chaque taxe.

La TVA : elle est considérée comme la taxe la plus injuste. Elle peut être retravaillée sur les produits de première nécessité (alimentation et produits d'hygiène).

Il faut retravailler aussi les niches fiscales..

Réduire la dépense publique est jugée prioritaire.

Impôt à baisser : la TVA sur certains produits / la CSG (impôt sur l'impôt)

Baisser en priorité, optimiser certaines dépenses et les rendre efficaces.

Économie à faire via l'optimisation des aménagements et des dispositifs : allègement des strates administratives.

Dépenses sociales : augmenter le temps de travail pour augmenter le pouvoir d'achat et les pensions de retraite : pour y arriver, il faut travailler un peu plus.

Limiter les allocations chômages pour certains qui calculent pour travailler et rester à la maison.

Incompréhension sur le fait d'avoir un chômage de masse et des offres d'emploi non pourvues.

Indexer les allocations familiales sur les revenus pour plus de justice.

Secteurs en souffrance : services de santé, Hôpitaux et Maison de Retraite, l'éducation

Plus d'impôt oui pour financer les services ci-dessus

L'augmentation de CSG pour les retraités est jugée maladroite. Il aurait fallu que les plus hauts revenus participent à l'effort.

Suppression de la Taxe d'Habitation : incertitude pour les finances communales qui engendrent un flou pour les projets à venir. Comment cela sera compensée à terme ?

Besoin d'information : sur les impôts (le camembert sur la feuille d'impôt). Il faut vulgariser tous les impôts pour savoir ce qu'ils couvrent.

Un impôt sur le revenu avec plus de tranches et pondéré différemment selon les situations familiales

Attention à trop de cadeaux fiscaux : c'est de l'argent qui ne rentre pas dans les caisses.

Moduler la TVA et la contribution à l'audiovisuel : soit on la suspend soit on l'étend à tous les supports.

Optimiser le millefeuille administratif.

Tous les ministères doivent faire des économies y compris sur le budget alloué aux anciens présidents de la République qui ne sont plus en activité.

Secteur de la Santé incluant une plus grande dépendance qu'il faut privilégier.

Aller chercher l'argent pour l'écologie vers les transactions financières (taxe Tobin) absolument nécessaires. Il faut augmenter les impôts sur la grande richesse pour financer le budget des aides sociales.

Répartition de l'impôt : la TVA rapporte le plus. La TVA impôt le plus injuste..

Impôts beaucoup plus progressifs / pour les entreprises (2 millions de TPE en France) Progressivité selon la taille de l'entreprise pour plus d'embauches . L'État pourrait prendre en charge la formation de ces personnes (Personnes Eloignées de l'Emploi)...

Trop d'élus. Avis pas forcément partagé.

Éviter de privatiser ce qui rapporte : l'Aéroport De Paris, les autoroutes... Faire trancher les Français par référendum ?

Taxer les GAFA. Ces entreprises gagnent de l'argent en France, il est normal qu'elles payent des impôts pour participer à l'effort national.

Augmenter le temps de travail : un salarié sur deux travaillait au temps de nos parents. La productivité a progressé (avec stress au travail..)

L'optimisation fiscale par les GAFA mais d'autres entreprises françaises aussi...

Mettre l'accent sur la fraude fiscale : augmenter le nombre de fonctionnaires pour surveiller et lutter contre la fraude fiscale.

La TVA rapporte beaucoup à l'état (57%).

Demande d'une progressivité de l'impôt sur le revenu au lieu des paliers actuels.

Pour la fiscalité des entreprises (notamment les TPE PME, elles sont assommées de prélèvements obligatoires : instaurer une progressivité selon la taille des entreprises.

Transférer la fiscalité des entreprises vers l'emploi pour qu'elle puissent plus embaucher. : faire en sorte qu'elles payent moins de charges fiscales pour pouvoir embaucher.

L'État doit continuer à prendre en charge la formation des demandeurs d'emploi éloignés de l'emploi.

Gilets jaunes : l'augmentation des carburants via la hausse des taxes a mis le feu aux poudres. Personne n'a vu venir. Faute des députés qui n'ont pas entendu et n'ont pu prévenir : Attention ça

chauffe... Proposition d'une Taxation de 5 % des indemnités des élus pour qu'ils participent à l'effort national : il faut montrer l'exemple... Diviser le nombre de parlementaires par 2 serait une bonne chose et leurs indemnités sont trop élevées (la Finlande s'en offusque!).

Pas seulement les élus. Beaucoup pensent que les indemnités des élus sont justifiées. Exemple de Carlos Ghosn et de son salaire !!

Indécence sur la communication de l'État concernant les 10 milliards d'aides sociales annoncés en décembre dernier comparé à certaines masses (exemple de l'ISF qui a été supprimé).. Cette somme n'est rien !

La charte de l'environnement doit être connue de tous (exemple dans les écoles). Cela doit faire partie des droits et des devoirs de chaque citoyen.

Taxation plus importante pour les entreprises qui utilisent les machines au détriment des hommes et, pour celles qui font de l'optimisation fiscale à l'étranger de façon légale.

Imposer les gens en fonction de la nationalité : un français paye des impôts en France. Aux USA, les impôts, c'est sur la nationalité et non sur la résidence.

Les travailleurs pauvres existent dans notre pays. Les salaires sont tirés vers le bas et diminuent. Il n'y a pas de revenus chez certains français.

Nous avons en France 577 députés qui représentent 65 millions de personnes : ce n'est pas beaucoup. Les députés travaillent beaucoup et leur indemnité est le prix de notre démocratie.

Il faut penser et réinventer de nouveaux métiers.

Les citoyens demandent une vraie démocratie, ont besoin d'un monde à réinventer.

Il ne faut pas reproduire ce que nos parents ont fait.

Thème 3 : Transition écologique

3 tables

Pollution de l'air, érosion du littoral, dérèglement climatique qui influe sur toutes les propositions

Formation auprès des populations de jeunes / sensibilisation de la population plus accrue

Oui pour changement climatique : certain stress sur l'avenir, l'alimentation, la perte de la biodiversité, 20° en février surprenant, pollution de l'air avec des maladies chroniques engendrées! Attention aux élevages intensifs dans l'agriculture et à la baisse de rendement. et à des projets comme la centrale à gaz de Landivisiau.

Plus (+) de transport en commun / tri sélectif / Covoiturage /

Isolation des maisons / coût très important. Meilleure fiscalité du point de vue environnemental pour optimiser les chauffages et rénover l'ancien plutôt que le neuf.

Aide fiscale pour économie de chauffage, changement de véhicule...

Taxe supérieure pour le carburant : avis partagé.

Le dérèglement climatique est la cause originale de tous les dérèglements

L'élevage intensif trop de protéine animale par rapport aux protéines végétales

Centrale à gaz : pas de débat sur ce sujet écologique

Pompes à chaleur économes d'énergies... nouvelles normes dans le bâtiment

Rénovation de l'ancien permet de moins consommer du foncier mais comment on finance ces rénovations ?

Solutions : équiper les toits en photovoltaïques – regrouper l'habitat – achat groupé sous couvert de L'État comme pour les panneaux photovoltaïques/. Certains grands groupes pourraient financer cette transition écologique.

En zone rurale on n'a pas beaucoup de choix que d'utiliser la voiture. Remettre en route le Train Patate. Mettre à disposition des mini bus et développer le covoiturage ou l'auto partage.

Aides pour accompagner les Français dans cette transition écologique.

Dans le budget général de l'État, la transition écologique doit être financée par l'État.

Tout le monde est concerné par la Transition Ecologique.

Il faut mettre en place un plan d'investissement national pour la transition écologique : un Plan Marshall de l'Écologie.

En matière de logement : quand on doit changer son mode chauffage, on n'a pas suffisamment d'informations sur le meilleur choix à faire.

Développement du transport en commun avec une gratuité quand la situation l'exige.

Aide des entreprises pour l'utilisation du transport en commun

Favoriser la recherche sur l'économie verte, sur les produits en fin de vie, sur les panneaux photovoltaïques et notamment sur la destruction des déchets nucléaires.

Remarques sur les bâtiments en ruine et les « éverite-amiante ». On en appelle aux particuliers mais pas aux entreprises comme Quéguiner, Vézo qui ont posé par le passé ce type de matériaux.

Contrôle technique des voitures cher pour les particuliers alors qu'il devrait être financé par les constructeurs automobiles.

Eau potable dans les toilettes : grandes économies d'eau potable à faire si on utilisait l'eau de pluie.

Plan algues vertes à Guissény : une fois tout le monde réuni autour de la table, ça fonctionne !

Création d'une filière Hydrogène (avec l'Allemagne?)

Création d'un Plan National de méthanisation.

Contraindre les constructeurs automobiles à produire des véhicules propres et ceux du BTP avec la production des biomatériaux.

Filière éolienne et hydrolienne : L'État ne décide pas alors que les acteurs bretons sont prêts.

Thème 4 : Démocratie et citoyenneté

3 tables

Démocratie :

Vote obligatoire pour une participation renforcée et en contrepartie sanctions à mettre en place comme en Belgique.

Reconnaître le vote blanc (idem pour participation)

Soucis de calendrier qui fait télescoper l'élection présidentielle et les législatives. Cela ne permet pas un contre-pouvoir.

Citoyenneté avec le milieu associatif.

Législatives à mi-mandat (au bout de 2 ans et demi du mandat présidentiel)

Renforcer l'instruction civique et la citoyenneté chez les jeunes

Compromis entre le RIC et la réduction d'un certain nombre de députés où 1/5 des votes de l'Assemblée Nationale serait réservé via une plateforme pour des citoyens en lieu et place des parlementaires

Moins en moins de bénévoles du fait de la non reconnaissance de leur statut.

Manque de moyens humains, financiers dans les associations. Les responsables rencontrent les difficultés des chefs d'entreprises notamment pour l'aspect gestion des ressources humaines. Une des solutions résiderait dans la mise en place d'une réduction d'impôt pour les personnes bénévoles des associations qui œuvrent beaucoup notamment dans le social.

Plus de confiance aux corps intermédiaires ou aux maires. La proximité et la bonne connaissance des dossiers légitiment le rôle des maires et la confiance de leurs habitants.

Il faut plus valoriser les associations dans leur domaine de compétences Les élus doivent rendre des comptes par rapport aux promesses faites durant les campagnes électorales. Réaliser plus de bilans ponctuels et associer les citoyens (tables-rondes, chantiers participatifs...).

Dans certaines communes, il faut faire participer les citoyens.

La fin du cumul pour les parlementaires est une bonne chose si cela est appliqué réellement. Une seule indemnité (même la plus élevée) au lieu de cumuler plusieurs indemnités.

Trouver la bonne dose de proportionnelle mais laquelle ?

Voter un véritable statut de l'élu. Il ne faut pas rester dans l'entre soi et diversifier les origines sociales des élus (ex peu d'ouvriers élus)...Le retour à l'emploi est parfois difficile.

Avis partagés sur le nombre d'élus. Suppression du Sénat ?

Développer le vote électronique et un vote présidentiel sur deux tours étalé sur deux semaines et non plus sur deux dimanches comme aujourd'hui.

On fait confiance à ceux qu'on a élus

Introduction d'une dose de proportionnelle pour les Départements, la Région et les Départements

Vote blanc

Démocratie participative : apprendre à débattre chez nous, dans sa commune et dans les intercommunalités.

Transparence pour l'argent public : marquer toutes les dépenses sur un site.

Laïcité : supprimer en Alsace le paiement des curés !

Vote pour une idée et pas sur un nom (20 questions à choisir) et développer le vote majoritaire pondéré sur le programme des candidats.

Changer le mode de scrutin : idée du vote préférentiel en Australie (recherche mathématique).

Quand on est jeune : Information sur la politique, à quoi servent les élus, enseignement sur la politique un peu plus « profonde » Enseignement civique renforcé. Apprendre à débattre.

Les extrêmes se déplacent plus pour aller voter.

Vote obligatoire mais en semaine comme en Belgique.

Autre avis sur les élus : il faut garder un pied sur le terrain

Fin de la réunion à 23h15